

«Les solutions existent pour éviter les tensions»

ASILE Pierre Imhof est responsable de l'accueil des migrants dans le canton de Vaud depuis 2004. Il réagit à la bagarre générale qui a eu lieu au foyer de Nyon (VD) mardi soir.



Pierre Imhof estime que le dialogue entre migrants et autorités locales favorise la tranquillité en foyer pour requérants.

Dominique Botti
dominique.botti@edipresse.ch

Une nouvelle rixe dans un centre de requérants. La routine?

De cette ampleur-là, c'est exceptionnel. De par le nombre de requérants impliqués et les moyens de police mobilisés (ndlr: onze patrouilles de la gendarmerie, et trois policiers ont été blessés). Il y a de temps en temps des bagarres, des coups de couteau, des interventions pour trafic de drogue. Mais entre peu de personnes. Cette fois-ci, c'était proche de l'émeute.

La situation a-t-elle été rapidement maîtrisée?

Il y a encore eu de l'excitation deux jours après. Elle s'explique par l'incompréhension des migrants. La rumeur courait que le ressortissant nigérian arrêté – accusé d'avoir donné le coup de couteau, avec un canif – avait été exécuté. J'ai pu leur expliquer que la procédure pénale avait été respectée. Que leur compatriote avait un avocat. Je leur ai surtout rappelé qu'une bagarre générale, des coups de couteau, même suite à un vol présumé, c'est inadmissible. Ces requé-

rants ont une méconnaissance de notre système juridique, ils se méfient des institutions. Mes explications les ont toutefois raisonnés.

Comment expliquez-vous la rixe?

C'est révélateur des conditions de l'asile en Suisse, qui sont, pour certaines personnes qui n'y répondent pas, très restrictives. Ce centre d'accueil de Nyon est situé temporairement dans un abri de la protection civile. Nous ne pouvons pas y placer des familles, des femmes ou des enfants. Du coup, il n'y a que des jeunes hom-

mes célibataires. Ce sont des cas dits de Dublin en attente du renvoi dans le pays européen où ils ont déposé leur première demande d'asile. L'attente, l'absence de projet d'avenir en Suisse, la promiscuité, les éventuelles tensions entre communautés expliquent en partie ce qui s'est passé.

Il y a quand même un agresseur?

Evidemment. Ces requérants sont responsables de ce qu'ils font dans le centre, et nous y veillons.

Mais les conditions de vie à Nyon ne contribuent pas au calme?

Les solutions existent pour éviter les tensions. Je le répète: les bagarres sont rares dans le canton. Grâce à une politique de dialogue et de collaboration, tant avec les migrants qu'avec les autorités locales et la police. Une juste répartition entre hommes célibataires et familles dans les différents lieux d'accueil vaudois favorise la tranquillité. Pour y parvenir à Nyon, nous devons fermer l'abri PCi après avoir construit un nouveau bâtiment. Mais deux oppositions bloquent ce projet (ndlr: un élu UDC et une élue radicale font opposition). Ce serait aussi une économie financière. Un abri PCi n'est pas conçu pour accueillir des requérants indéfiniment.

Ces deux oppositions vous coûtent donc cher?

Elles nous coûtent cher, financièrement et humainement. ●

Dioxine: le médecin de Ioutchtenko est rassurant

CONTAMINATION Faut-il avoir peur de la dioxine? Hier, la Corée du Sud, la Russie et la Slovaquie ont pris des mesures de précaution contre les viandes importées d'Allemagne après la découverte d'une contamination d'aliments pour animaux. La Commission européenne juge ces réactions disproportionnées, alors que 4700 exploitations agricoles ont été fermées. La Suisse n'a pas non plus pris de mesures particulières.

Trois œufs par jour

A Genève, le célèbre dermatologue Jean-Hilaire Saurat, connu pour avoir soigné l'ancien président ukrainien Viktor Ioutchtenko après son empoisonnement à la dioxine, rappelle qu'on ingurgite tous les jours des dioxines dans notre nourriture. «La dose admise est de 4 picogrammes par kilo de poids corporel, soit 280 picogrammes pour un adulte de 70 kilos, explique-t-il. La concentration admise dans un œuf est voisine de 30 picogrammes et un œuf contaminé en Allemagne en contenait environ 120. On peut ainsi calculer le risque de dépasser la dose quotidienne admise. Dans le cas de Viktor Ioutchtenko, les doses administrées étaient 50 milliards de fois plus grandes.»

Pour ce qui est de la contamination allemande, Jean-Hilaire Saurat remet ainsi les chiffres en perspective. En mangeant trois œufs contaminés, un adulte pesant 70 kilos ingurgiterait tout juste la dose quotidienne

admise, laquelle est encore loin d'être considérée comme dangereuse. Ainsi, il ne remarquerait sans doute rien.

Dans les esprits, le mot «dioxine» est pourtant associé au cancer. «Pour l'instant, cela repose sur des données plus affectives que réelles», poursuit Jean-Hilaire Saurat. L'Organisation mondiale de la santé a inscrit la dioxine dans la liste des carcinogènes. Mais, pour le dermatologue, les données actuelles ne le confirment

LE MOT DIOXINE

L'ancien président ukrainien Viktor Ioutchtenko a été empoisonné à la dioxine et soigné par un médecin genevois. La dose qui lui avait été administrée était des milliards de fois plus élevée qu'un œuf allemand contaminé.

pas. «Elles indiquent que le vrai risque de surexposition se situe dans la modification d'équilibres du système immunitaire, du diabète et des hormones, notamment lors des grossesses.»

La dioxine est cependant très difficile à détecter dans l'organisme. Le Centre suisse de toxicologie humaine appliquée, avec lequel collabore Jean-Hilaire Saurat, cherche à développer des signaux d'alerte plus sensibles que le dosage de la dioxine dans le sang. La peau, par exemple, peut trahir la présence de dioxine, comme on l'a vu dans le cas de Ioutchtenko. ● **Magalie Goumaz**

LA SEMAINE POLITIQUE

Le champ de bataille électoral glisse vers les Etats



D. S. MIÉVILLE
Journaliste

Christoph Blocher pourrait être candidat cet automne, à Zurich, au Conseil des Etats, a annoncé cette semaine le président de l'UDC, Toni Brunner, qui promet d'en faire de même à Saint-Gall. Cette communication a tout du ballon d'essai, le tribun zurichois réservant sa décision jusqu'au printemps. Elle n'en manque pas pour autant d'intérêt et elle en dit moins sur l'UDC que sur le Conseil des Etats. Dans l'opinion, l'enjeu des élections fédérales est d'ordinaire focalisé sur le Conseil national. Il pourrait bien se déplacer, cette année, vers le Conseil des Etats.

Il est bien loin le temps où la gauche souhaitait la disparition de la Chambre des cantons, considérée comme un repaire de papy réactionnaires, un peu grisâtres et

amortis dans la naphthaline du fédéralisme, discourant doctement d'infimes subtilités juridiques dans un air raréfié, alors que la Chambre du peuple incarnait le dynamisme, l'imagination et le progrès. Les sénateurs sont progressivement devenus des acteurs majeurs dans le jeu de la politique fédérale en même temps que le Conseil national perdait de son aura pour offrir de plus en plus l'image d'une Chambre bavarde, agitée, et stérile.

Le Conseil des Etats continue à incarner comme autrefois la sagesse, le sens de la mesure, le refus des combats purement idéologiques, la capacité, encore, à écouter les arguments de l'adversaire. Mais, en même temps, il sait aussi se montrer plus ouvert, plus imaginaire et plus audacieux que le Conseil national. Il attire plus l'attention médiatique, également, que par le passé. Il y a peu d'années encore, c'est à la Chambre du peuple que se construisaient les carrières politiques, à force d'habileté manœuvrière, de goût pour l'intrigue et de talent tribunicien. Aujourd'hui, la force de conviction d'un argumentaire bien construit s'y perd dans un brouhaha de champ de foire et l'art de négocier des compromis s'y étiole au rythme des progrès de la polarisation.

Au Conseil des Etats fleurit encore la culture politique qui a fait le succès de notre système de démocratie directe et qui privilégie la

recherche du consensus et du compromis. La Chambre des cantons constitue, du seul fait de sa composition politique, un verrou contre l'avancée de la polarisation. Le centre droit, laminé partout par la progression des partis situés aux extrémités du spectre politique, y jouit encore d'une large majorité, les alliances dites contre-nature y sont inconnues. Démocrates-chrétiens et libéraux-radicaux y occupent ensem-

Encore contrôlé par une majorité de centre droit, c'est le dernier verrou contre la polarisation

ble 28 sièges (plus 1 au PBD), pour respectivement 9 et 6 aux socialistes et aux démocrates du centre.

Les solutions de compromis élaborées par le Conseil des Etats se heurtent de plus en plus fréquemment aux refus du Conseil national, mais le premier peut encore faire barrage aux extravagances du second et le phénomène de polarisation en cours ne pourra arriver à son terme que lorsque ce verrou aura sauté. L'UDC n'aura vraiment assuré son emprise sur la maison suisse que lorsqu'elle sera en mesure d'influencer plus large-

ment les décisions de la Chambre des cantons. Voilà pourquoi les élections au Conseil des Etats devraient prendre une importance toujours croissante.

Pour les partis, le problème se pose de manière bien différente au Conseil des Etats qu'au Conseil national. Les sénateurs sont en effet élus au scrutin majoritaire, ce qui postule un autre type de rapport entre les électeurs et les candidats. On vote moins pour une liste ou pour un parti que pour une personnalité, et une personnalité consensuelle obtient plus facilement la majorité qu'une personnalité polarisante. En se présentant à l'élection au Conseil des Etats, Christoph Blocher courrait un vrai risque. C'est dire à quel point sa candidature, qui paraît encore loin d'être acquise, éveillerait une attention tout à fait inaccoutumée de l'opinion pour l'élection au Conseil des Etats, non seulement à Zurich mais dans la plupart des cantons et à l'échelle nationale.

Cet intérêt aurait encore une autre raison. Si le chef historique de l'UDC devait échouer – ce serait la deuxième fois – dans une élection au Conseil des Etats, on pourrait sérieusement s'interroger sur les chances d'un représentant de ce parti d'être élu par le peuple au Conseil fédéral. Et c'est justement l'UDC qui a lancé l'an dernier une initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple au scrutin majoritaire. ●

LA CHRONIQUE DES RESEAUX

CHRISTINE SALVADÉ

christine.salvade@edipresse.ch



K, twittos en Côte d'Ivoire

K n'a pas de prénom, il vaut mieux pas. Depuis le début de la crise, les twittos de Côte d'Ivoire ont rendu leur compte anonyme par peur de représailles. C'est lui qui l'explique, le 26 décembre, sur son compte étrangement baptisé @sanders225. K est un jeune cadre commercial fou de nouvelles technologies. Il aime la bonne musique et le chanteur de reggae Alpha Blondy pour des mots comme «l'ivoirité n'est pas morte».

Lui, il ne chante pas, enfin rien ne le trahit. Depuis que la presse internationale ne lui parvient plus à Abidjan, on dirait qu'il passe son temps à tweeter: il relaie les liens des articles introuvables dans les kiosques, prend des photos comme ce barrage de police qui bloque l'accès à la Radio télévision ivoirienne, et raconte son quotidien dans une ville assiégée. Sa belle-mère, fonctionnaire, n'a pas reçu son salaire de décembre. Dans un supermarché de la ville, les gens de l'ONU n'ont pas eu le droit de faire leurs courses. Toutes les nuits, dit-il, des innocents sont tués. Comme la plupart des twittos toujours plus nombreux qui nourrissent le précieux fil d'information citoyenne tagué #civ2010 (pour «Côte d'Ivoire 2010»), parce que la crise date déjà de l'an dernier, K veut voir Alassane Ouattara accéder au pouvoir. Mais plus qu'une personne, c'est la paix qu'il demande, cet homme moderne: «les Ivoiriens sont allés voter pour avoir un président, la paix et la démocratie. Ils ont récolté deux présidents et une dictature.» Ce qui l'a le plus choqué, c'est l'annulation des votes des sept départements du Nord par les pro-Gbagbo. «Comment vais-je expliquer à mes parents que leur voix ne compte pas?» s'est-il demandé. «Les votes du Nord? Quel Nord? lui a rétorqué @Welojie73, de l'autre camp. Le vote des morts et des bêtes sauvages?» K a mis fin à la conversation en ligne. C'est plus facile que d'éviter la guerre civile. ●